



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE

de la décision de la Commission relative au programme d'action annuel 2017 en faveur de la République Démocratique du Congo à financer sur le 11^e Fonds européen de développement»

Document relatif à l'action "Appui au processus électoral en la République démocratique du Congo"

INFORMATIONS A L'INTENTION DES DEMANDEURS DE SUBVENTION POTENTIELS

PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AUX SUBVENTIONS

Le présent document constitue le programme de travail relatif aux subventions au sens de l'article 128, paragraphe 1, du règlement financier applicable au FED en vertu de l'article 37 du règlement (UE) n° 2015/323, aux sections suivantes en ce qui concerne les subventions octroyées directement sans appel à propositions: 5.4.1.

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Appui au processus électoral en la République démocratique du Congo Numéro CRIS: CD/FED/040-598 Financé par le 11 ^e Fonds européen de développement	
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	République démocratique du Congo L'action sera menée sur l'ensemble du territoire de la République démocratique du Congo	
3. Document de programmation	Programme indicatif national (PIN) République démocratique du Congo 2014-2020	
4. Secteur de concentration/domaine thématique	Renforcement de la Gouvernance et Etat de droit	Aide Publique au Développement : OUI ¹
5. Montants concernés	Coût total estimé: 20 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 20 000 000 EUR	
6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Modalité de projet Gestion indirecte avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) Gestion directe – subventions – octroi direct et passation de marchés de services	
7. a) Code(s) CAD	15151 – Elections	
b) Principal canal de distribution	Canal 1: 41114 – Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) Canal 2: 40000 – Organisations multilatérales Canal 3: 52000 – Consultants et des sociétés de conseil	

¹ L'Aide publique au développement « doit avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement ».

8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Aide à l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»	NA			
10. Objectifs de développement durable (ODD)	Objectif ODD principale: 16 Objectif ODD secondaire: 5			

RÉSUMÉ

Le Programme indicatif national 2014-2020 signé entre le gouvernement de Programme indicatif national et l'Union européenne a pour objectif de contribuer à l'amélioration de la gouvernance, au renforcement de l'autorité de l'Etat, à l'enracinement de la démocratie, à la lutte contre l'impunité et à la promotion d'une paix juste et durable en République démocratique du Congo, dans le cadre des différents plans de réforme du Gouvernement congolais.

Suite aux blocages politiques liés à l'échéance du mandat constitutionnel du Président Kabila, des négociations entre la majorité présidentielle, les partis de l'opposition et la société civile ont conduit à la signature de l'Accord politique de la Saint Sylvestre le 31 décembre 2016. Cet accord vise avant tout à permettre la réalisation d'élections présidentielles, législatives et provinciales crédibles, transparentes et inclusives.

Dans ce cadre, le projet d'Appui au processus électoral en République démocratique du Congo a pour objectif général de contribuer à un processus électoral libre, crédible, inclusif,

transparent, et conforme à la Constitution congolaise et aux normes internationales. Son objectif spécifique vise à apporter un appui à la tenue des élections telles que prévues dans l'Accord politique du 31 décembre 2016.

Cet appui comprend deux volets :

1 – Appui à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) pour la mise en œuvre du processus électoral à travers le Programme d'Appui au Cycle Electoral au Congo (PACEC-PNUD).

Cet appui vise le renforcement des capacités institutionnelles de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) pour la planification, la coordination et l'exécution des opérations électorales, inclus la participation inclusive et citoyenne de la population au processus électoral.

Ce volet comprend les besoins de coordination des opérations électorales, de sensibilisation et de vulgarisation du droit, de gestion et sécurisation efficace des données, de renforcement du cadre légale et de gestion du contentieux électoral, d'implication et de participation des femmes dans le processus électoral et de facilitation de l'accréditation des observateurs. Cet appui se matérialisera via une contribution au PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) et à une série d'actions identifiées dans le cadre de leur Projet d'Appui au Cycle Electoral au Congo (PACEC).

2 – Appui en expertise technique spécifique.

Cet appui vise la mise à disposition d'expertise utile aux parties prenantes et acteurs impliqués dans le processus électoral.

Ce volet permet de fournir de l'expertise et assistance technique spécifique, pouvant être déployée de manière flexible et *ad hoc* pour répondre à des besoins spécifiques exprimés par les parties prenantes au processus et jugées pertinentes par l'UE. Cet appui sera fourni via des subventions ou/et des contrats de service en gestion directe.

1 CONTEXTE

1.1 Contexte sectoriel national

A l'issue de la période de transition (2003-2006) établi sur la base des accords de Sun City signés en 1996 and 1998, les premières élections démocratiques (présidentielles, législatives et provinciales) ont eu lieu en 2006 en République démocratique du Congo, avec des résultats jugés acceptables par les observateurs internationaux². En revanche, les élections tenues en 2011 (présidentielles, législatives) ont été entachées par des failles dans son déroulement, comme l'ont documentées les missions d'observation électorales (MOE) internationales³ et citoyennes. Les premières élections locales, municipales et urbaines de la République démocratique du Congo ont été reportées sine die.

² Mission d'Observation Électorale de l'UE 2005 et 2006.

³ Mission d'Observation Electorale de l'UE 2011.

http://eeas.europa.eu/delegations/congo_kinshasa/documents/news/20120327_fr.pdf

Par la suite, le calendrier électoral a été suspendu en attendant un nouveau cycle électoral qui devait découler de la révision de la loi électorale. Des réformes ont été initiées au niveau de la Commission électorale nationale indépendante (CENI)⁴ mais les élections constitutionnellement prévues en novembre 2016 n'ont pas eu lieu, en raison des éléments de force majeure invoqués par la CENI et entérinés par la Cour constitutionnelle.⁵

Depuis 2015 la perspective de la non-tenue des élections a progressivement augmenté la tension et la restriction de l'espace politique et des libertés individuelles. Plusieurs initiatives ont eu lieu pour faciliter le dénouement de cette crise politique à travers un consensus entre la majorité présidentielle, l'opposition et la société civile concernant la gestion de la période pré-électorale en République démocratique du Congo.

Un premier dialogue politique, facilité par l'Union africaine a permis de dégager un compromis entre une partie de la classe politique et de la société civile. Toutefois, le constat d'absence d'une frange importante des acteurs politiques et de la société civile à ce dialogue a justifié, en vue d'un compromis plus large, des pourparlers directs entre les parties signataires de l'Accord du 18 octobre 2016 et les non-signataires dudit accord réunis au Centre interdiocésain sous les bons offices de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO). Ces pourparlers ont abouti à **l'Accord de la Saint Sylvestre**⁶ du 31 décembre 2016, visant à mettre fin à l'impasse électorale et sortir de la crise politique en République démocratique du Congo. L'Accord prévoit la tenue des élections présidentielles, législatives et provinciales avant la fin de l'année 2017. Il constitue la feuille de route de sortie de crise, mais sa mise en œuvre est assujettie à différentes interprétations par les parties prenantes, et sa mise en œuvre a été contestée dès la première moitié de l'année 2017. La nomination du Premier Ministre Bruno Tshibala (issu de l'opposition) par le Président en avril 2017 n'a pas fait l'unanimité des signataires de l'Accord. A ce jour, la mise en œuvre de l'Accord reste que très partielle.

L'enrôlement des électeurs⁷, en cours depuis 2016, a atteint un résultat encourageant, avec trois quarts des électeurs potentiels enrôlés à ce jour. Toutefois, la finalisation du fichier électoral a pris du retard notamment du fait de la crise sécuritaire et humanitaire dans les provinces du Kasai et Kasai Central. Par ailleurs, la question des modalités de l'enrôlement de la diaspora n'est pas encore réglée. En juillet 2017 le Président de la CENI a annoncé l'impossibilité d'organiser les élections avant fin 2017 tel que prévu par l'Accord.

La tenue des scrutins constitue un enjeu majeur, non seulement pour la décrispation de la situation politique avec la mise en place des institutions démocratiques, mais aussi pour la relance de l'économie nationale plombée par les incertitudes politiques ralentissant de nouveaux investissements dans le pays. En effet, l'instabilité politico-institutionnelle a un impact au niveau de la gouvernance, notamment dans la capacité du gouvernement à satisfaire aux besoins et aspirations essentielles de la population qui ploie sous le poids de la pauvreté. Un profond malaise social s'observe dans l'ensemble du pays. A cela s'ajoute la perte de confiance et la dé-crédibilisation des institutions étatiques ainsi que la perception de partialité de l'organe en charge de la gestion du processus électoral.

⁴ La nouvelle loi organique portant organisation et fonctionnement de la CENI a été adoptée par le Parlement le 19/04/2015.

⁵ Les mandats de toutes les institutions représentatives ont expiré: députés provinciaux et sénateurs élus en 2006 (absence d'élections en 2011), députés nationaux élus en 2011 (absence d'élections en 2016), le Président de la République élu en 2011 (absence d'élection en 2016).

⁶ Les parties sont convenues d'appeler ce compromis, « Accord Politique global et Inclusif du Centre Interdiocésain de Kinshasa, signé le 31 /12/2016 ». Voir, Point VII.1 relatif à la forme de l'Accord.

⁷ A la fin de l'année 2015, la nouvelle direction de la CENI a opté pour une refonte totale du Fichier électoral.

Il est loin d'être certain que les élections présidentielles et législatives puissent effectivement être tenues avant la fin 2017 tel que prévu par l'Accord. Néanmoins les élections sont attendues avec une grande impatience par la population congolaise et l'organisation d'un scrutin inclusif, crédible et transparent est la seule garantie d'une stabilisation de la situation.

1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE

La Constitution de 2006 (modifiée en 2011), prévoyait un système semi-présidentiel équilibré, où le Président est élu à la majorité absolue du suffrage universel direct. Le Président nomme le Premier Ministre au sein de la majorité parlementaire. Le pouvoir législatif est bicaméral: l'Assemblée nationale, dont les membres sont élus au suffrage universel direct, et le Sénat, dont les membres sont élus par les assemblées provinciales. L'exposé des motifs de la Constitution précise les principes qui président les institutions de la République démocratique du Congo, à savoir: assurer le fonctionnement harmonieux des Institutions de l'Etat; éviter les conflits; instaurer un Etat de droit; contrer toute tentative de dérive dictatoriale; garantir la bonne gouvernance; lutter contre l'impunité; et assurer l'alternance démocratique. C'est pour répondre à ces principes que le mandat du Président n'est renouvelable qu'une seule fois.

Le respect de la Constitution est à la base de l'Accord de Saint Sylvestre. L'Accord prévoit l'organisation des élections présidentielles, législatives nationales et provinciales ensemble le même jour au plus tard en décembre 2017, tout en donnant la possibilité de décaler les élections par une décision consensuelle entre le Conseil National de Suivi de l'Accord (CNSA), le Gouvernement et la CENI. La Loi électorale⁸ doit être révisée, notamment pour fixer la répartition des sièges aux niveaux des circonscriptions. Les débats sur les modifications de la loi ont générés des retards et la loi n'est toujours pas adoptée.⁹

Le Programme indicatif national du 11^e FED identifie le renforcement de la gouvernance et de l'Etat de droit parmi les secteurs prioritaires d'intervention pour la période 2014-2020. Les risques élevés que les scrutins seraient reportés avaient conduit à une approche prudente qui préconisait un appui aux élections sans pour autant définir des résultats et allocations budgétaires précises en ce domaine.¹⁰

L'action de l'UE s'inscrit dans le cadre de la résolution 2348 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) le 31 mars 2017, qui donne pour mandat et priorité stratégique à la MONUSCO¹¹ de contribuer à assurer la protection des civils congolais et d'appuyer la mise en œuvre de l'« accord politique global et inclusif » de la Saint-Sylvestre, inclus l'appui logistique pour la réalisation du processus électoral¹². L'action s'inscrit également dans le cadre des conclusions du Conseil européen du 11 décembre 2017.

⁸ No 5/001 du 12 février 2015 modifiant et complétant la loi No 06/006 du 09 mars 2006 portant organisation des élections présidentielles, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales telle que modifiée par loi No 11/003 du 25 juin 2011

⁹ Il était prévu que la Loi soit approuvée lors de la séance parlementaire s'achevant en juin 2017. Il est maintenant prévu qu'elle soit débattue lors de la séance parlementaire débutant en septembre 2017.

¹⁰ Dans son Rapport 2013, la Cour des comptes de l'UE jugeait que " l'appui au cycle électoral de 2011, quoique cadrant bien avec la priorité accordée à la gouvernance, n'était pas inscrit dans la stratégie définie dans le DSP ni pris en compte dans la dotation financière du PIN. Par suite, la capacité de la Commission à réagir de manière appropriée aux problèmes majeurs qui ont affecté la préparation de ces élections s'en est trouvée réduite". A ce moment-là, la Commission européenne et le SEAE avaient estimé que leur capacité à réagir de manière appropriée aux problèmes qui ont affecté les élections n'avait pas été compromise par le fait que l'appui au cycle électoral n'était pas explicitement prévu dans le PIN. Du point de vue de la Commission et du SEAE, la participation de l'UE aux différentes étapes du cycle électoral, aux côtés de la communauté internationale, n'aurait pas pu être plus importante sans affecter l'appropriation du processus par la République démocratique du Congo sur les plans politique et financier.

¹¹ Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo .

¹² <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N17/085/97/PDF/N1708597.pdf>

Dans son rapport spécial d'octobre 2013, intitulé "l'Aide de l'UE à la gouvernance en République démocratique du Congo ", la Cour des comptes européenne a examiné la pertinence du soutien de l'UE au regard des besoins et objectifs fixés par les programmes du 10^e FED dans ce secteur. La Cour a recommandé le renforcement de l'utilisation des mécanismes de dialogue politique et des principes de conditionnalité pour améliorer l'efficacité et pertinence de l'action.

La Mission de suivi électoral de l'Union européenne de septembre 2014 (MSE) a conclu à un début de mise en œuvre des recommandations de la Mission d'Observation électorale de l'Union européenne de 2011.¹³ La MSE concluait que - même si la mise en œuvre des recommandations de 2011 portant sur la protection des libertés publiques n'est pas avérée - la promulgation de la loi sur la Cour constitutionnelle, la réforme de la CENI, y compris la prise de fonction d'une nouvelle équipe, la promulgation de la loi portant financement public des partis politiques, l'opération de fiabilisation du fichier électoral et de l'inscription de l'audit externe au calendrier électoral ainsi que le soutien à l'observation citoyenne suggère l'amorce de changements positifs. A la lumière du contexte actuel, ce constat serait probablement plus mitigé notamment en ce qui concerne la mise en place effective des recommandations, au-delà des textes promulgués.

La MSE concluait également que la programmation de l'appui au processus électoral devrait inclure une analyse des risques plus approfondie et intégrée au mécanisme de suivi et de supervision des activités proposées, grâce à l'élaboration d'indicateurs et garde-fous tout au long de la phase préélectorale. Aussi, la programmation devrait être plus stratégique et porter sur la qualité de l'expertise mise à disposition pour mettre en œuvre des activités ciblées visant à améliorer la transparence et l'intégrité du processus.

Contribuer à l'organisation des élections de 2017 n'est pas une garantie de succès et présente des risques, mais ceux-ci apparaissent moindres que ceux qui seraient entraînés par une absence d'intervention. En effet, la seule présence et contribution des partenaires techniques et financiers (PTF) au processus peut avoir un effet positif en donnant une impulsion sur le déroulement, la temporalité et la crédibilité du processus électoral.

Aujourd'hui, eu égard au contexte, il est opportun d'engager un appui au processus électoral, tout en prenant les précautions nécessaires quant aux interventions à soutenir et aux montants alloués, y compris quant à une possible interruption du projet si les conditions préalables au bon déroulement du projet ne sont plus remplies. Ce processus sera informé par l'appréciation régulière des Chefs de Mission de l'Union européenne résidents. Les recommandations signalées plus haut ont été intégrées dans la définition de cette Action.

1.1.2 Analyse des parties prenantes

La Commission électorale nationale indépendante (CENI) est l'organe en charge de préparer, organiser, gérer et contrôler, en toute indépendance et transparence, les processus référendaires et électoraux en République démocratique du Congo. Les capacités techniques de la CENI, à l'égard des expériences de 2006 et 2011, sont jugées suffisantes pour profiter de l'expertise proposée par l'action afin de mettre en œuvre le processus électoral dans la mesure où les conditions politiques et les moyens matériels sont réunies et le principe d'indépendance respecté.

¹³ http://eeas.europa.eu/delegations/congo_kinshasa/documents/page_content/rapport-final-eu-efm-rdc_fr.pdf

Au regard de la Constitution, le Président de la République joue un rôle clé dans le système de gouvernance de la République démocratique du Congo, tant par ses compétences que par sa capacité à mobiliser les moyens financiers. Le Chef de l'État a toujours réitéré sa volonté de respecter la Constitution. Toutefois, contrairement au cadre légal une partie de la classe politique soutient son maintien à la tête de l'État au motif d'assurer la stabilité du pays.

Le Gouvernement joue un rôle important dans le processus électoral, en particulier à travers la mise à disposition des ressources financières nécessaires pour l'organisation des élections, en ce inclus les frais de fonctionnement de la CENI.

L'Assemblée nationale et le Sénat sont les chambres responsables de l'examen et de l'adoption des lois électorales. A noter que les deux chambres ont des positions pas toujours concordantes quant aux lois relatives au processus électoral et que les votes ne respectent pas forcément les directives des groupements politiques.

Les partis politiques légalement reconnus en République démocratique du Congo sont fragmentés et très nombreux (481 en juin 2015). 85 % ont été accrédités par la CENI et 72 % ont signé le Code de bonne conduite. Les différents groupements et alliances sont très volatiles au point qu'il est souvent difficile d'estimer qui appartient à la majorité et qui à l'opposition.

La Cour constitutionnelle, installée en 2015, est compétente en matière de contentieux électoraux pour les élections nationales. La Cour administrative d'appel est compétente pour les élections provinciales; les Tribunaux administratifs le sont à leur tour pour les élections urbaines, communales et locales. Il est à noter que ces derniers ne sont pas encore en place sur l'ensemble du territoire.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC) est l'organe régulateur des médias. Son indépendance et autonomie sont fondamentales pour assurer la crédibilité et la transparence du processus électoral et le contrôle démocratique. Toutefois, ses compétences demandent à être clarifiées à l'égard de celles du ministère de la communication et des médias et le principe de son indépendance doit être respecté.

Les partenaires techniques et financiers (PTF) se retrouvent ensemble avec la CENI au sein du Comité de partenariat afin d'échanger sur l'actualité du processus et décider les grandes orientations de l'appui extérieur. Le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) co-préside ces comités ensemble avec la CENI. Les ministères compétents en matière électorale participent également à ce cadre. D'autres partenaires internationaux interviennent sur le plan bilatéral ou multilatéral sous des formes et approches variées. Dans le cadre de la Résolution 2348 du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU), la MONUSCO doit fournir une assistance technique et un soutien logistique dans le cadre du processus électoral.

Le Conseil national de suivi de l'accord (CNSA) prévu dans l'Accord du 31 Décembre 2016 devrait assurer une fonction clé dans le suivi du processus électoral et pour garantir sa crédibilité. Le CNSA devrait, entre autres : assurer le suivi du chronogramme de mise en œuvre de l'Accord; réaliser des évaluations régulières du processus électoral; assurer le règlement d'éventuelles divergences nées de l'interprétation de l'Accord; et apprécier consensuellement le temps nécessaire pour le parachèvement desdites élections avec le Gouvernement et la CENI. La Loi organique devant institutionnaliser le CNSA n'a pas encore

été votée par le Parlement et des questions concernant son caractère inclusif se posent suite à la non-participation annoncée par une partie de l'opposition.

Des institutions régionales comme la Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA) ou la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) souhaitent jouer un rôle important dans le processus. Plusieurs missions de haut niveau ont récemment visité la République démocratique du Congo ¹⁴.

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a joué un rôle important dans le monitoring du Fichier électoral avec plusieurs missions et rapports à ce sujet depuis 2014. ¹⁵

La Commission épiscopale nationale congolaise (CENCO) a réalisé le processus de médiation qui a conduit à la conclusion de l'Accord de Saint-Sylvestre. Suite à l'impasse dans le dialogue politique, la CENCO a abandonné sa médiation en mars 2017. La CENCO reste un acteur moral de poids, qui pourrait être amené à jouer un nouveau rôle dans le processus électoral.

La population congolaise dans son ensemble attend l'organisation des élections avec impatience, les retards dans le processus étant une source importante de frustration.

La société civile est très active mais souffre des mêmes faiblesses que le système de gouvernance congolaise. Elle est très diverse, souvent politisée et manque de capacités. Son accompagnement par le renforcement de ses capacités demeure primordial pour qu'elle assure une participation efficace et responsable au processus démocratique.

L'appropriation des parties prenantes à l'action proposée par l'UE a été prise en compte et s'opère notamment à travers la formulation conjointe du Programme d'Appui au Cycle Electoral au Congo (PACEC).

1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes

Le contexte politique de la République démocratique du Congo est dominé par l'expiration du mandat des institutions à mandat électif. La tenue des différents dialogues visait à trouver une issue permettant l'organisation des élections. Le respect de la Constitution de 2006 et l'Accord politique du 31 décembre 2016, constituent les fondements pour l'encadrement des opérations électorales en prévoyant entre autres, des mesures de décrispation et la mise en place d'un Gouvernement d'union nationale ainsi que du Conseil national de suivi de l'accord et du processus électoral (CNSA).

A l'égard de l'objectif et résultats espérés, le contexte actuel guide l'action de l'UE sur base des problèmes identifiés, à savoir: capacités techniques améliorables de la CENI, inefficacité du Centre national de traitement des données, absence de mécanismes de coordination structurés et fonctionnels avec la société civile, notamment en ce qui concerne l'éducation électorale, nouvelle compétence de la Cour constitutionnelle et des tribunaux administratifs pour la gestion du contentieux avec une prévision d'augmentation exponentielle du nombre des candidatures, faible et participation discriminatoire des femmes dans les différentes étapes du processus électoral, conditions défailtantes d'information et respect des droits des observateurs.

¹⁴ CDAA: Mission de suivi troika ministérielle (avril 2017); Electoral Advisory Council (mars 2017); visite ministérielle (octobre 2016); visite conjointe CIRGL (ministre des Affaires étrangères, Angola), Union Africaine (Commissaire), Envoyé Spécial Nations Unies (mai 2017).

¹⁵ https://www.francophonie.org/IMG/pdf/rapport_final_mission_d_evaluation_de_l_oif_-_rdc_30_mai_2017.pdf

1.2 Autres domaines d'évaluation

SO

2 RISQUES ET HYPOTHÈSES

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
Manque de volonté pour organiser les élections telles que prévues par l'Accord de la Saint-Sylvestre	E	Encourager et maintenir un dialogue politique avec tous les acteurs impliqués dans le processus. Plaidoyer pour la mise à disposition effective des fonds par le Gouvernement. Conditionner les discussions concernant un appui budgétaire éventuel à la tenue effective des élections.
Retrait des partis politiques et non-reconnaissance des mécanismes électoraux mis en place	E	Consolider les mécanismes de dialogue existants et l'organisation de consultations régulières. Proposer la participation des missions internationales (NU, OIF, UA) pour la validation ou la proposition des alternatives aux choix proposés au sujet du processus électoral.
Restriction des libertés publiques, notamment la liberté d'expression et de manifestation	E	Soutenir le travail et positionnement du BCNUDH (Bureau conjoint des Nations unies pour les droits de l'homme). Promouvoir des positions communes et publiques des Etats Membres. Encourager et maintenir le dialogue politique autour du processus électoral à tous les niveaux.
Crise sécuritaire et résurgence de mouvements armés dans certaines localités	E	Accentuer le plaidoyer pour l'application de la RCSNU (Résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies) S/RES/2348 (2017) et le rôle de la MONUSCO pour la stabilisation du pays.
Instabilité politique et/ou remous sociaux (pas de climat social apaisé et sécurisé; contestations violentes des résultats des élections)	E	Accentuer un dialogue politique effectif (société civile, partis politiques et PTF). Encourager la mise en œuvre d'une stratégie de prévention des conflits et de consolidation de la paix et des mécanismes nationaux de réponse.
Capacités logistiques insuffisantes de la CENI et limitations techniques de son personnel	E	Mettre l'accent sur la formation et le renforcement des capacités du personnel technique de la CENI (y compris en provinces). Plaidoyer pour la mise à disposition effective des fonds par le Gouvernement.
Pression sur des organismes indépendants (CENI, Cour	E	Accentuer le dialogue politique. Insister sur leur indépendance financière.

constitutionnelle, CSAC, CNSA).		
Non-respect de la planification des opérations électorales (calendrier)	E	Mettre à la disposition de la CENI l'expertise technique nécessaire pour appuyer la planification et mise en œuvre des opérations.
Financement tardif du processus électoral par les PTF	M	Confirmer un accord de l'UE tout en encourageant les PTF dont les modalités financières sont plus rapidement activées à déboursier pendant que les mécanismes décisionnels de l'UE se mettent en œuvre.
Blocage de l'Action de l'Union européenne en République démocratique du Congo	M	Encourager et maintenir le dialogue politique avec le gouvernement et au niveau de l'ensemble des institutions nationales. Renforcer la cohésion de la communauté internationale face à la crise congolaise.
Hypothèses		
Un calendrier électoral crédible pourvu d'un budget réaliste est publié. La Loi électorale est promulguée. La situation sécuritaire permet la finalisation de l'enrôlement des électeurs et l'organisation des élections. L'espace politique reste suffisamment ouvert pour permettre la participation des acteurs de l'opposition politique dans le processus électoral. La MONUSCO continue à fournir un soutien logistique au processus électoral et assurer la protection des civiles.		

3 ENSEIGNEMENTS TIRÉS, COMPLÉMENTARITÉ ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

Le Programme d'Appui au Cycle électoral au Congo (PACEC) proposé par le PNUD est le fruit d'une intense consultation avec les PTF qui ont la volonté d'accompagner le cycle électoral et de contribuer à la réalisation des activités liées à l'organisation des élections prévues par la Constitution et l'Accord Politique du 31 décembre 2016 et reconnues par le droit international dans le cadre de la résolution 2348 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Le PACEC prend en compte les observations et recommandations formulées par les évaluations indépendantes des programmes précédents d'appui aux élections organisées en 2006 et 2011 (APEC, PACE 1 et PACE 2)¹⁶ tout en capitalisant sur leurs acquis.

Les expériences passées ont mené l'UE et ses Etats Membres, ainsi que les autres PTF traditionnels, à impulser une approche plus prudente dans la formulation de leurs appuis respectifs et aussi du PACEC, conditionnée à des constats sur les avancées du processus électoral. Dans ce processus, les conclusions et recommandations du rapport de la Cour de comptes de l'UE sur l'aide à la gouvernance en République démocratique du Congo¹⁷ (2013)

¹⁶ APEC (Appui au processus électoral en République démocratique du Congo), PACE 1 et PACE 2 (Projet d'appui au cycle électoral).

¹⁷ L'aide de l'UE à la gouvernance en République démocratique du Congo; Rapport spécial n° 9; 2013.
http://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR13_09/SR13_09_FR.pdf

et le rapport de la Mission de suivi électorale (2014) ont encadré les contributions de l'UE à la conception du PACEC.

Pendant la période 2015-2017, l'UE a financé un appui technique à la CENI sous une double forme : 3 experts ont été directement mis à la disposition de la CENI tandis que d'autres l'ont été par l'intermédiaire du PNUD. Cette intervention a eu pour impact de renforcer l'accès de l'UE à l'information, de consolider son implication et sa reconnaissance en tant qu'acteur jouant un rôle positif dans la mise en œuvre du processus électoral en République démocratique du Congo. Cet enseignement fait partie intégrante de cette action dans la formulation du volet 2 Appui en expertise technique spécifique.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Grâce au financement de l'UE et d'autres bailleurs, plusieurs experts ont été mis à la disposition de la CENI depuis 2015, directement et à travers le PNUD. Leurs profils ont été identifiés de manière conjointe avec la CENI et le PNUD et sont en parfaite cohérence avec l'expertise intégrée du PACEC.

En parallèle, suite aux recommandations de la MOE 2011, l'UE soutient l'observation électorale citoyenne pour renforcer la gouvernance démocratique et vérification de l'intégrité du processus électoral par la société civile. Ainsi, un projet a été lancé en juin 2015 pour renforcer les capacités de 11 organisations de la société civile (OSC) en matière d'observation électorale citoyenne. La deuxième phase de ce projet débutera au 4^e trimestre 2017¹⁸ avec un double axe de renforcement de capacités et déploiement d'une mission d'observation.

Enfin, depuis avril 2014 et pour une durée de trois ans, 11 OSC mettent en œuvre des projets d'éducation civique et électorale sur tout le territoire de la République démocratique du Congo. La pertinence de ces actions étant bien avérée à l'heure actuelle, l'UE est en train de formuler une extension de ces actions¹⁹.

A travers différents forums, formels et informels, l'UE coordonne étroitement ses positions et activités vis-à-vis du processus électoral avec les Etats membres de l'UE ainsi qu'avec d'autres PTF clés tels que le Canada, les Etats-Unis et les organismes internationaux (MONUSCO, PNUD, OIF, CDAA).

3.3 Questions transversales

Le suivi du respect des droits de l'Homme pendant les différentes phases du cycle électoral devra faire l'objet d'une attention particulière. Une collaboration entre le (BCNUDH) et les organisations non gouvernementales (ONG) spécialisées dans la défense des droits de l'homme est envisagée dans le cadre du projet. En plus, des initiatives ciblées pourront être mises en œuvre durant le processus électoral, devant inclure, entre autres, un mécanisme d'observation et d'alerte sur les atteintes aux droits de l'homme, y compris les incidents pré- et post-électoraux. Quoi qu'il en soit du financement de ces initiatives, la coordination sera assurée par les parties prenantes engagées. D'ailleurs, l'UE met actuellement en œuvre un projet en faveur des défenseurs de droits de l'Homme pour les soutenir davantage lors de cette période caractérisée par une augmentation des violations des droits de l'Homme.

¹⁸ Financement à travers la Ligne thématique CSO LA (2016-2017).

¹⁹ Financement à travers la Ligne thématique CSO LA (2016-2017).

Les femmes ont un rôle essentiel à jouer dans la consolidation de la paix, l'assise du système de gouvernance démocratique et dans l'aboutissement harmonieux de ce processus. Cependant, des obstacles d'ordre politique et culturel rendent leur participation au processus électoral plus difficile. Ainsi, l'action visera l'intégration de ces questions dans la mise en œuvre de ses diverses activités, pour concrétiser progressivement le principe de la parité homme/femme.²⁰ La définition d'une stratégie Genre du programme PACEC permettra d'affiner les différentes interventions à travers les différents composants du projet ainsi que des actions complémentaires, mises en œuvre par d'autres canaux (p.ex. société civile). Et ce, en commençant par la législation électorale qui pourrait y être davantage favorable tout en tenant en compte des différents besoins des différents groupes des femmes et des hommes.²¹ Des activités ciblées sont également prévues dans le cadre du projet, notamment en coordination avec ONU Femmes. L'étude menée par DFID (Département du Développement international) (2016) au sujet de la participation féminine lors des élections de 2006 et 2011 servira également de référence à cette action. Le PNUD travaille d'ores et déjà dans la définition d'une stratégie spécifique pour cette activité qui se démembrera en sous-activités, priorisant entre autres: i) l'appui à la mobilisation des femmes au processus électoral comme électrices, candidates, observatrices, témoins des partis politiques, membres des bureaux de vote ; ii) l'appui aux activités de renforcement des capacités des femmes des partis politiques et de la société civile; iii) l'appui aux initiatives favorisant l'accès équitable des femmes aux médias pendant les élections; iv) la campagne de communication sur le mentorat des femmes à travers les réseaux d'élues politiques et leaders de la société civile; et v) l'appui à la production des outils et micro-subventions aux organisations de la société civile en particulier des femmes et groupes marginalisés. Ces activités veilleront à ne pas négliger le rôle et la participation des hommes.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs/résultats

Ce programme s'inscrit dans le Programme des Nations unies. de développement durable à l'horizon 2030 . Il contribue principalement à atteindre progressivement les cibles de l'Objectif 16: Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous. Mais il favorise aussi les progrès dans la poursuite de l'Objectif 5: Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles. Cela n'implique pas d'engagement de la part de la République démocratique du Congo qui bénéficie de ce programme.

L'objectif global de l'action est de contribuer à un processus électoral libre, crédible, inclusif, transparent et conforme à la Constitution congolaise et aux normes internationales régissant les processus électoraux.

L'objectif spécifique de l'action est d'apporter un appui à la tenue des élections prévues dans l'Accord politique du 31 décembre 2016.

²⁰ Le cadre législatif est offert par la Loi portant sur les modalités d'application des droits de la femme et la parité Homme-Femme. Notamment le Chapitre II, Section 1ère: De la représentation de la femme dans le domaine politique et administratif.

²¹ Le projet se basera sur des recherches déjà réalisées par d'autres partenaires, tels que le Rapport d'analyses participatives et inclusives de la loi no 15/013 du 1er août 2015 portant modalités d'application des droits de la femme et de la parité en République démocratique du Congo, Alert international (Suède).

Les produits escomptés de l'action sont les suivants:

Volet 1 - Appui à la Commission électorale nationale indépendante (CENI) pour la mise en œuvre du processus électoral à travers le Programme d'Appui au Cycle électoral au Congo (PACEC-PNUD).

P1: Les capacités institutionnelles et professionnelles de la CENI pour la planification, la coordination et l'exécution des opérations électorales, y compris les contentieux et la participation inclusive et citoyenne de la population au processus électoral, sont renforcées.

P2: La coordination, l'échange d'information et les synergies entre les différentes actions menées par les PTFs dans les domaines liés aux élections (éducation civique, observation électorale, droits de l'Homme, etc.) sont renforcées.

P3: La participation politique des femmes est renforcée et ce, à travers le cycle électoral dans son ensemble.

Volet 2 - Appui en expertise technique spécifique

P4: L'expertise technique spécifique, jugée pertinente et nécessaire au cours de l'action, est mobilisée ponctuellement pour appuyer le processus électoral

4.2 Principales activités:

A titre indicatif, les activités prévues pour réaliser chacun des produits escomptés sont les suivantes :

Volet 1 - Appui à la Commission électorale nationale indépendante (CENI) pour la mise en œuvre du processus électoral à travers le Programme d'Appui au Cycle électoral au Congo (PACEC-PNUD).

P1: Les capacités institutionnelles et professionnelles de la CENI pour la planification, la coordination et l'exécution des opérations électorales, y compris les contentieux et la participation inclusive et citoyenne de la population au processus électoral, sont renforcées.

A1.1. Appui à la planification et à la coordination des opérations électorales;

A1.2. Appui au renforcement des capacités techniques et matérielles du CNT;

A1.3. Appui juridique;

A1.4. Appui à la gestion des contentieux à travers les niveaux compétents et les différentes parties prenantes.

P2: La coordination, l'échange d'information et les synergies entre les différentes actions menées par les PTFs dans les domaines liés aux élections (éducation civique, observation électorale, droits de l'Homme, etc.) sont renforcées.

A2.1 Appui à la CENI pour la coordination des activités de sensibilisation et d'éducation électorale;

A2.2 Appui à la promotion et à l'animation des cadres de concertation;

A2.3 Appui à l'accréditation et information aux observateurs électoraux.

P3: La participation politique des femmes est renforcée et ce, à travers le cycle électoral dans son ensemble.

A3.1 Evaluation sur la participation des femmes au processus électoral²²;

A3.2 Définition Stratégie Genre dans le processus électoral;

A3.3 Appui à la mobilisation des femmes pour faciliter leur participation au processus électoral.

Volet 2 - Appui en expertise technique spécifique

P4: L'expertise technique spécifique, jugée pertinente et nécessaire au cours de l'action, est mobilisée ponctuellement pour appuyer le processus électoral.

A4 Mobilisation de l'expertise technique spécifique à travers différentes parties prenantes.

4.3 Logique d'intervention

Au regard de son contenu, la logique d'intervention est guidée par la prise en compte de l'évolution du contexte politique qui demeure volatile et instable.

Le volet 1 – "**Appui à la CENI pour la mise en œuvre du processus électoral à travers le financement du Programme d'Appui au Cycle électoral au Congo**" recouvre la mise en œuvre des actions des produits escomptés 1, 2 et 3. Le PACEC est un programme commun défini en concertation avec les partenaires techniques et financiers et les Nations unies, qui sera mis en œuvre par le PNUD. L'exécution des différentes activités sera guidée par une analyse régulière du contexte politique ("scenarios analysis") réalisée par le PNUD, offrant ainsi des réponses permettant de mitiger certains risques politiques identifiés et susceptibles de nécessiter une réévaluation de l'assistance technique à fournir. Dès lors, le développement et la mise en œuvre des composantes seront faits de façon modulaire et flexible tout en gardant la chronologie et séquençage des différentes interventions.

L'intérêt de l'approche modulaire est de décomposer l'appui pour rationaliser les interventions des partenaires. Les composantes et produits sont autonomes et se renforcent mutuellement. Aussi est-il important de souligner que la mise en œuvre d'une composante n'implique pas forcément l'exécution d'une autre composante par le PACEC. Ainsi, l'approche induit une flexibilité du projet dans son mode de financement et de mise en œuvre. L'UE fixera ses priorités et mécanismes de suivi en termes de financement lors de la signature de la convention de délégation avec le PNUD.

Le volet 2 – "**Appui en expertise technique spécifique**" recouvre la mise en œuvre des actions liées au produit escompté 4. L'analyse politique de la DUE, du PNUD à travers le PACEC ou d'autres partenaires permettra d'évaluer, en coordination avec les Etats Membres, les requêtes et opportunités d'appui les plus pertinentes, aussi bien en termes d'acteurs que de contenu et d'expertise spécifique de l'appui.

A la demande des PTF, le PNUD a consolidé une matrice globale d'appuis au processus électoral, tout en incluant les actions financées en dehors du PACEC avec lesquels des synergies sont à exploiter.

²² Les activités relatives au Genre, notamment l'évaluation et définition de la stratégie globale genre pour le processus électoral seront réalisées avec ONU Femmes. Ces conclusions serviront également aux autres actions menées par l'UE dans le domaine électoral.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) n° 2015/322.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

SO

5.4 Modalités de mise en œuvre

5.4.1 Subventions: octroi direct "*Expertise technique spécifique*" (*gestion directe*)

(a) Objectifs de la subvention, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés

L'objectif de cette subvention est de répondre de manière rapide à des besoins particuliers et pertinents exprimés par les parties prenantes au processus électoral et ce, à travers des institutions bénéficiaires avec une valeur ajoutée avérée (Volet 2 - Appui en expertise technique spécifique; P4: L'expertise technique spécifique jugée pertinente et nécessaire au cours de l'Action est mobilisée ponctuellement pour appuyer le processus électoral).

L'expertise spécifique dans le domaine électoral pourra être de courte ou longue durée selon les besoins prioritaires identifiés.

(b) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à une procédure d'octroi sans appel à propositions se justifie par plusieurs raisons, à savoir: la République démocratique du Congo se trouve dans l'une des situations de crise citées à l'article 190, paragraphe 2, des règles d'application; l'action a des caractéristiques spécifiques qui requièrent un type particulier de bénéficiaire en raison de sa compétence technique, de sa spécialisation ou de son pouvoir administratif ou politico-diplomatique. Par exemple, la CENI, la Cour constitutionnelle de la République démocratique du Congo, l'Organisation internationale de la Francophonie, la Communauté de développement d'Afrique australe, l'Union africaine ou des opérateurs identifiés par ceux-ci seraient éligibles selon la pertinence de l'expertise demandée et l'opportunité politique présentée.

(c) Conditions d'éligibilité

Les bénéficiaires potentiels des subventions (Volet 2) seront des organisations internationales ou régionales intergouvernementales, des opérateurs du secteur public de la République démocratique du Congo ou des organisations non-gouvernementales. Elles vont avoir une compétence technique, spécialisation ou pouvoir administratif ou politico-diplomatique spécifique dans le contexte électoral de la République démocratique du Congo ²³. Dans le cas d'une organisation non gouvernementale elle sera basée dans un Etat Membre de l'Union européenne ou en République démocratique du Congo. Les bénéficiaires des subventions seront directement chargées de la préparation et de la gestion de l'action.

(d) Critères de sélection et d'attribution essentiels

Les critères de sélection essentiels portent sur la capacité financière et opérationnelle du demandeur.

Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs de l'appel, la conception, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action.

(e) Taux maximal de cofinancement

Le taux maximal de cofinancement possible pour cette subvention est de 100 %.

Conformément à l'article 192 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 37 du règlement (UE) n° 2015/323 lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100 %. Le caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

(f) Trimestre indicatif pour la conclusion de la convention de subvention

2^{ème} trimestre 2018.

5.4.2 *Passation de marchés (gestion directe)*

Objet en termes génériques, si possible	Type (travaux, fournitures, services)	Nombre indicatif de contrats	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Expertise technique spécifique	Services	4	1er trimestre 2018

5.4.3 *Gestion indirecte avec une organisation internationale*

Une partie de la présente action sera mise en œuvre en gestion indirecte avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 FED applicable en vertu de l'article 17 du

²³ Article 20, paragraphe 9, de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE (Cotonou)

règlement (UE) 2015/323 (Volet 1 - Appui à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) pour la mise en œuvre du processus électoral à travers le Programme d'Appui au Cycle Electoral au Congo (PACEC-PNUD) -P1, P2 et P3).

Cette mise en œuvre implique la réalisation d'activités identifiées dans le PACEC0 reprises dans le cadre de la composante 1 de la présente action. Le choix de contribuer au panier commun, géré par le PNUD repose sur la résolution 46/137 de l'ONU qui attribue au PNUD le mandat de coordonner l'aide électorale au niveau pays entre les acteurs nationaux et internationaux ainsi que sur l'accord stratégique de partenariat de 2004 entre le PNUD et la Commission européenne qui inclut le domaine des élections. Cette formule garantit la meilleure coordination entre partenaires et un dialogue ordonné avec la CENI dans le cadre du Comité de pilotage et le Comité stratégique.

L'entité en charge réalisera les tâches d'exécution budgétaire suivantes (les procédures de passation des marchés publics et d'octroi des subventions ainsi que la gestion des contrats qui en découlent; l'exécution des paiements aux contractants et aux bénéficiaires de subventions): la gestion globale des ressources financières allouées au projet; la coordination globale du projet; la réalisation des activités du projet et la préparation des rapports narratifs/financiers.

L'organisation internationale en charge fait actuellement l'objet d'une évaluation ex ante conformément à l'article 61, paragraphe 1, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323. L'ordonnateur compétent de la Commission considère que, sous réserve de la conformité à l'évaluation ex ante sur la base du règlement (UE, Euratom) n°1605/2002 et d'une coopération de qualité établie de longue date avec elle, l'organisation internationale peut être investie de tâches d'exécution budgétaire en gestion indirecte.

Tant en gestion directe et indirecte, la Commission veillera à ce que soient respectées les règles et les procédures d'application de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, y compris les procédures de recours et, le cas échéant, que l'action soit conforme aux mesures restrictives affectant les pays de mise en œuvre concernés.

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE²⁴ en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

²⁴ Accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique d'une part et la Communauté européenne et ses Etats Membres d'autre part.

5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (en EUR)
4.3 - Volet 1 : Appui à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) pour la mise en œuvre du processus électoral à travers le Programme d'Appui au Cycle Electoral au Congo (PACEC-PNUD).	16 400 000
Volet 2: Appui en expertise technique spécifique dont (montants indicatifs)	3 000 000
5.4.1 Subvention directe (gestion directe)	1 000 000
5.4.2 Passation de marchés (gestion directe)	2 000 000
5.9 – Évaluation, 5.10 – Audit	100 000
5.11 – Communication et visibilité	10 000
Provisions pour imprévus	490 000
Totaux	20 000 000

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le volet 1 "Appui à la CENI pour la mise en œuvre du processus électoral à travers le financement du PACEC" sera exécuté par le Bureau du PNUD en République démocratique du Congo. Le PNUD en assurera la supervision et l'assurance qualité sous la direction du Directeur Pays avec l'appui de la Direction des programmes. Le PNUD est chargé de mettre en place et de superviser une Unité de Gestion de Programmes (UGP) qui vient en appui technique à la CENI. L'appui technique est assuré par l'équipe d'experts (internationaux et nationaux) sous la supervision du Conseiller Technique Principal (CTP), directeur adjoint de la division électorale de la MONUSCO.

Pour assurer une meilleure coordination de l'appui de la communauté internationale au cycle électoral en République démocratique du Congo, il est prévu deux mécanismes de coordination: le Comité de pilotage (CP) et le Comité technique (CT). À ces deux organes s'ajoute le Comité de Concertation Stratégique (CCS) qui assure le plaidoyer au niveau politique.

Le CP est responsable de l'orientation stratégique du projet dans le cadre des contributions au PACEC. Il inclut des membres de la CENI, des représentants du Gouvernement et de l'ensemble des partenaires (PTF) contributeurs. Il se réunit une fois par mois et est co-présidé par le Président de la CENI et le Représentant Résident du PNUD. En vue de renforcer la coordination de l'ensemble de l'aide internationale apportée aux élections, d'autres partenaires contribuant au processus électoral en dehors du PACEC peuvent participer au CP en qualité d'observateurs. Le CP délibère et statue de manière consensuelle. Il arrête les grandes orientations du projet y compris la stratégie de mise en œuvre, l'analyse des risques, l'opérationnalisation de l'approche modulaire et la révision du plan d'actions du PACEC en cas de nécessité.

Le CT en qualité de sous-structure technique et opérationnelle du CP, supervise le suivi quotidien des activités du cycle électoral et sur les risques éventuels de la mise en œuvre des activités. Co-présidé par le Secrétaire Exécutif National (SEN) de la CENI, et du Conseiller Technique Principal du PACEC, il est composé des représentants/points focaux élections des PTF membres du CP, des experts électoraux nationaux et internationaux, des représentants des ONG internationales et d'autres organisations sous régionales, régionales ou internationales participant à l'accompagnement du processus électoral.

Le CCS est composé exclusivement du Président de la CENI et des Représentants Résidents, Chefs de Mission et Chefs de Coopération des PTF contribuant financièrement au processus électoral (à travers le PACEC/PNUD et en dehors). Le CCS se réunit à l'initiative des PTF et ou de la CENI et reçoit du CT l'état des activités et les perspectives au niveau des opérations électorales. Sur la base des rapports transmis, le CCS mène le plaidoyer politique les questions impactant le bon déroulement du processus électoral.

Le volet 2 "Appui en expertise technique spécifique" (expertise technique spécifique) sera géré directement par la Délégation de l'UE.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Le suivi technique et financier de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du PNUD, partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique. Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à une évaluation finale de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire d'un partenaire de mise en œuvre. Cette mission impliquera tous les partenaires techniques et financiers du projet.

Elle sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait de la nécessaire appropriation progressive de la gestion du processus électoral par la contrepartie nationale en vue de la consolidation du cadre démocratique.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en

accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation d4 projet.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'évaluation au titre d'un contrat-cadre en 2019.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

À titre indicatif, il sera conclu deux marchés de services d'audit au titre d'un contrat-cadre dans le deuxième trimestre 2020.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

Pour les activités mises en œuvre en gestion indirecte par le PNUD (Volet 1) les activités de communication seront réalisées suivant les procédures internes au PNUD.

Pour les activités mises en œuvre en gestion directe (Volet 2), à titre indicatif il sera conclu un marché de services de communication au titre d'un contrat-cadre dans le deuxième trimestre 2018.

6 CONDITIONS PRÉALABLES

La publication par la Commission Electorale **d'un calendrier électoral jugé crédible par l'UE** ainsi que **l'établissement d'un budget** sont des conditions préalables à la signature de la Convention de financement.

Dans le cas contraire, les fonds alloués à cette décision seront dégagés et retourneront dans l'enveloppe du PIN 11° FED 2014-2020 pour la République démocratique du Congo .

APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE (POUR LA MODALITÉ DE PROJET)²⁵, ²⁶

Les activités, les produits escomptés et l'ensemble des indicateurs, avec leurs cibles et leurs valeurs de référence qui figurent dans la matrice du cadre logique sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action sans nécessiter la modification de la décision de financement. Quand il n'est pas possible de déterminer les produits d'une action durant la phase de formulation, des effets intermédiaires devraient être présentés et les produits définis au démarrage du programme et de ses composantes. La matrice indicative du cadre logique évoluera au cours de la durée de vie de l'action: des lignes supplémentaires seront insérées pour énumérer les activités, de même que des colonnes supplémentaires pour les objectifs intermédiaires (étapes) pour les indicateurs de produits et d'effets, s'il y a lieu, et pour suivre et rendre compte des résultats obtenus. Notez aussi que les indicateurs devraient être désagrégés par sexe quand il y a lieu.

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global: impact	OG: Contribuer à un processus électoral libre, crédible, inclusif, transparent, et conforme à la Constitution congolaise et aux normes internationales régissant les processus électoraux.	<ul style="list-style-type: none"> - Tenue des élections dans les délais fixés par l'Accord du 31/12/2016. - Taux de participation lors des élections (H/F) - Niveau d'acceptation des résultats par la population 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'élections (en 2016) - Taux de participation (Elections 2011) - Climat de crise (pendant 2015, 2016 et 1ère semestre 2017) - Dernières élections entachées par des failles (documenté par MOEs) 	<ul style="list-style-type: none"> - Tenue d'élections présidentielles, législatives et provinciales. (2017-2018) - Taux de participation (H/F) plus élevé (2017-2018). - Climat apaisé (2ème semestre 2017 et année 2018) - Elections jugées crédibles et conformes aux 	<ul style="list-style-type: none"> Calendrier électoral CENI Rapports CENI Rapports BCNUDH Rapports de missions d'observation électorale et de missions de suivi électoral 	

²⁵ Indiquer «*» pour les indicateurs correspondant au document de programmation pertinent et «**» pour les indicateurs correspondant au cadre de résultats de l'UE.

²⁶ Le PIN tel que approuvé ne prévoyait pas d'indicateurs dans ce domaine.

			internationales et citoyennes) - MOE UE (2011) et Mission de Suivi électorale (2014)	standards internationaux (2017-2018) - Suivi des recommandations MOE UE 2011 et MSE 2014 (2017-2018)		
Objectif(s) spécifique(s): Effet(s) direct(s)	OS: Apporter un appui à la tenue des élections prévues dans l'Accord politique du 31/12/2016	- Publication du calendrier électoral - Mesure dans laquelle le calendrier électoral est respecté	- Absence de calendrier électoral global (2016) - Absence d'élections (2016)	- Publication du calendrier électoral (2ème S 2017) - Tenue des élections (2017, 2018)	Calendrier électoral Rapports CENI	- Calendrier électoral disponible - Mise à disposition suffisante et dans le temps du budget électoral par le Gouvernement - Légitimité de la CENI est reconnue - Respect des Droits Humains et libertés fondamentales - Absence des conflits permettant la tenue pacifique des élections dans l'ensemble du territoire de la République démocratique du Congo. - La cadre législatif est voté et mise en place
Produits	P 1.Les	- Mesure dans	- Opérations	- Opérations plus	- Rapports Centre	- Climat

	capacités institutionnelles et professionnelles de la CENI pour la planification, la coordination et l'exécution des opérations électorales, inclus la participation inclusive et citoyenne de la population au processus électoral, sont renforcées.	laquelle les départements administratifs et techniques de la CENI soutenus par l'Action sont opérationnels et respectent le règlement CENI	électorales en (2011)	effectives, en ligne avec le calendrier et le chronogramme publiés (2017 et 2018)	Intégré NU - Rapports CENI - Rapports experts - MOEs internationales et citoyennes	sécuritaire permet l'organisation des élections - Impondérables logistiques (climatiques, état des routes, etc.) n'empêchent pas le déploiement et l'organisation des élections
	P 1.1. La planification et la coordination et opérations électorales sont renforcées	- Mesure dans laquelle la planification et coordination des opérations est effective	- Chronogramme du cycle électoral (non partagé 2016, 1ère S 2017) - Partage de tâches défini entre les différents niveaux y compris le soutien des PTF (1ère S 2017)	- Chronogramme du cycle électoral partagé et mis en œuvre (2ème S 2017, 2018) - Partage de tâches défini entre les différents niveaux y compris le soutien des PTF (2ème S 2017, 2018).	- Chronogramme du cycle électoral - Liste personnel mis à disposition de la CENI par Centre Intégré MONUSCO/PNUD - Rapports CENI - Rapports PNUD	
	P 1.2. Les capacités techniques et matérielles du	- Intégration du système AFIS à l'infrastructure informatique de la	- Absence du système AFIS (1ère S 2017) - Absence	- Système AFIS intégré (2ème S 2017-2018) - Système de	- Rapports PNUD - Rapports CENI - Rapports experts	- Acquisition du système AFIS

	CNT sont renforcées.	<p>CENI</p> <ul style="list-style-type: none"> - Système de stockage des données sécurisées est performant - Mise en place du système de communication unifié pour la remontée des données - Système de centralisation des données électorales mis en place 	<p>système de stockage sécurisé (1^{er} S 2017)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Système de communication de remonté des données (1^{ère} S 2017) - Absence de système de centralisation des données électorales 	<p>stockage sécurisé (2^{ème} S 2017-2018)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Système de communication de remonté des données dans un nombre d'antennes (2^{ème} S 2017-2018) - Système de centralisation des données électorales (2^{ème} S 2017-2018) 		
	P 1.3 Le Cadre légal, sensible au genre, et aux droits des plus vulnérables, est mis en place et vulgarisé	<ul style="list-style-type: none"> - Statut des textes légaux et réglementaires - Existence de dispositifs légaux de la République démocratique du Congo en matière de genre et des droits humains, incorporés dans le Cadre légal électoral - Outils de vulgarisation sur place 	<ul style="list-style-type: none"> - Textes obsolètes (Loi électorale 2015) 	<ul style="list-style-type: none"> - Nouveaux textes plus sensibles au genre et aux Droits des plus vulnérables (Loi électorale) (2^{ème} S 2017) 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports CENI - Textes légaux - Outils de vulgarisation 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté Gouvernement et Parlement d'approuver les textes et de s'approprier des dispositions relatives au genre, Droits des plus vulnérables, etc.
	P 1.4 Le système de	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre des magistrats formés 	<ul style="list-style-type: none"> - Décisions contentieux 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre des contentieux jugé 	<ul style="list-style-type: none"> - Décisions/Rapports 	<ul style="list-style-type: none"> - Désignation des magistrats

	gestion du contentieux électoral est opérationnel	au contentieux - Mesure dans laquelle la cellule juridique de la CENI est outillée	contestées - Avis et formations données par la Cellule juridique - Gestion des contentieux gérée par la Cour suprême (absence de cour Constitutionnelle élections 2011) (1ère S 2017)	acceptable - Durée des contentieux - Gestion des contentieux gérée par la Cour constitutionnelle (2017, 2018)	Cour Constitutionnelle - Rapports MOEs - Rapports CENI - Rapports ministère justice	responsables des contentieux
	P.2 La coordination, l'échange d'informations et les synergies entre les différentes actions menées par les PTFs dans les domaines liés aux élections sont renforcées.	- Mesure dans laquelle la CENI assure l'échange d'information et facilite la coordination entre les différents acteurs. - Mapping des projets d'éducation électoral mise à jour - - Accréditation des observateurs assurées dans les délais et leurs droits et accès respectés. - Information diffusée auprès des observateurs	- 2 réunions annuelles entre les acteurs actifs dans l'éducation électoral - Mapping des projets d'éducation électoral 2017 - Accréditation des observateurs au cas par cas et avec longues délais. - Absence de notes d'instruction internes au sujet des droits et obligations des observateurs (2017)	- 6 réunions annuelles entre les acteurs actifs dans l'éducation électoral - Mapping des projets d'éducation électoral mis à jour (2017, 2018) - Accréditation des observateurs dans un délai d'1 mois - Information partagée avec les observateurs au préalable - Notes d'instruction internes au sujet des droits et obligations des observateurs	- Compte rendus des réunions avec les acteurs actifs dans l'éducation civique - Mapping des actions - Notes d'instruction internes - Rapports Observateurs.	

				(2017, 2018)		
	P 2.1 L'échange et synergies au sujet de la sensibilisation et d'éducation électorale est renforcée	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre et fréquence des réunions avec OSC au niveau national et provincial - Fréquence des messages et communications transmis - Cartographie d'activités à jour 	<ul style="list-style-type: none"> - 3 réunions - 1 dossier des messages - 1 cartographie partagée - Communication irrégulière avec OSC au niveau des provinces (2016, 1^{ère} S 2017) 	<ul style="list-style-type: none"> - 10 réunions - 10 dossiers d'indications et messages - Mise à jour cartographie partagée - Communication régulière avec OSC au niveau province (2016, 1^{ère} S 2017) 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports CENI - Rapports PNUD - Rapports et déclarations OSC 	<ul style="list-style-type: none"> - Proactivité des OSC
	P 2.2. Les cadres de concertation sont revitalisés	<ul style="list-style-type: none"> - Tenue des cadres de concertation au niveau national et provincial 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre des cadres de concertation tenus (10 provinces, 3 national; 1^{ère} S 2017) 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des réunions des cadres de concertation par au moins 25 % (2017, 2018) 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports CENI - Rapports PNUD - Déclarations membres cadres concertation 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté des OSC/parties prenantes de participer aux Cadres de Concertation (médias, partis politiques, etc.)
	P 2.3. Les observateurs sont accrédités dûment dans les temps, informés du chronogramme opérationnel et leurs droits respectés par les instances électorales	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'une cellule d'accréditation des observateurs électoraux - Mesure dans laquelle le matériel et informations diffusés dûment dans le temps 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'observateurs accrédités - Absence d'information relayée aux observateurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de 50 % du nombre d'observateurs accrédités - Relai de l'information dûment dans le temps selon le cas (par exemple, partage de la cartographie et du chronogramme des opérations afin de permettre une 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports MOEs - Rapports CENI 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de MOEs

				planification de l'observation		
	P 3 La participation politique des femmes est renforcée et ce, à travers le cycle électoral dans son ensemble.					
	P 3.1. Evaluation sur la participation des femmes au processus électoral: tendances, défis et perspectives d'avenir	<ul style="list-style-type: none"> - Consultations avec les partenaires à ce sujet - Rapport d'évaluation 	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse participation politique femmes (DFID 2015) - Rapport d'analyses participatives et inclusives de la loi parité en République démocratique du Congo (International Alert, Suède 2017) 	- Evaluation consolidé	- Rapport d'évaluation	
	P 3.2. Stratégie Genre dans le processus électoral définie	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'une stratégie de prise en compte de la dimension genre dans le processus électoral 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de Stratégie (2011) 	<ul style="list-style-type: none"> - Stratégie élaborée et mis en œuvre (2^{ème} S 2017) - Intégration de ces conclusions dans les autres 	- Stratégie	

				appuis de l'UE dans le domaine électoral		
	P 3.3. Appui à la mobilisation des femmes au processus électoral comme électrices, candidates, observatrices, témoins de partis politiques, membres des bureaux de vote et ce, en considérant également le rôle des hommes dans cette mobilisation	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de d'inscription sur les listes électorales des électeurs désagré par sexe. - Nombre de candidatures féminines lors des différentes consultations électorales - Nombre de femmes élues 	<ul style="list-style-type: none"> - Fichier désagré par sexe (2011) - Nombre des candidatures féminines (2011) - Nombre des femmes élues (2011) 	<ul style="list-style-type: none"> - Fichier désagré par sexe (2^{ème} S 2017, 2018) - Augmentation nombre candidatures féminines (2^{ème} S 2017, 2018) - Augmentation nombre de femmes élues (2^{ème} S 2017, 2018) 	<ul style="list-style-type: none"> - Résultats élections - Rapports CENI - Rapports OSC 	
	P.4 Déploiement de l'expertise technique spécifique	<ul style="list-style-type: none"> - Positionnement stratégique de l'expertise - Valeur ajoutée de l'expertise au regard de l'UE 	<ul style="list-style-type: none"> - 3 experts directement détachés à la CENI (2015-2017) - Absence d'experts détachés d'autres parties prenantes (2017) 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre à déterminer en accord avec la CENI d'experts directement détachés à la CENI - Nombre à déterminer d'experts mis à disposition à différentes parties 	<ul style="list-style-type: none"> - Contrats - Rapports de la CENI - Rapports de mise en œuvre des différentes parties prenantes 	<ul style="list-style-type: none"> - Besoins en termes d'expertise électorale identifiés via des requêtes reçues

				<p>prenantes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des cibles spécifiques à l'expertise seront identifiées dans le cadre de la mise en œuvre. Par exemple: respect du chronogramme électorale, amélioration cadre juridique, Décisions de la Cour Constitutionnelle, monitoring renforcé des organisations sous régionales, etc). 		
--	--	--	--	---	--	--